

18 avril 2018

Niger: Trois autres défenseurs des droits humains arrêtés en raison de fausses accusations

Le 15 avril 2018, les défenseurs des droits humains **Maikoul Zodi**, **Abdourahamane Idé Hassane** et **Ibrahim Diori** ont été arrêtés par la police de Niamey au Niger ; ils sont accusés d'avoir participé à une manifestation à laquelle ils n'ont pourtant pas pris part.

[Maikoul Zodi](#) est coordinateur nationale de la branche nigérienne de *Tournons la page*, une coalition internationale d'ONG qui militent pour le changement démocratique en Afrique. Il est également membre du *Réseau des organisations pour la transparence et l'analyse budgétaire - ROTAB*, qui plaide pour l'éradication de la corruption au Niger. [Abdourahamane Idé Hassane](#) est président de *Jeunesse pour une Nouvelle Mentalité - JENOME*, un groupe de la société civile mené par des jeunes qui milite en faveur de la démocratie. [Ibrahim Diori](#) est membre d'*Alternative Espace Citoyens - AEC*, une organisation non gouvernementale qui depuis de nombreuses années se consacre à la promotion des droits économiques sociaux et culturels, en particulier par le biais de la diffusion de programmes radio.

Les trois défenseurs ont été arrêtés le 15 avril 2018 par la police à Niamey. Bien qu'ils n'aient pas participé à une manifestation publique qui s'était déroulée le jour même, ils ont tous les trois été accusés de "participation à une manifestation non autorisée et destruction de biens publics". Maikoul Zodi a été arrêté alors qu'il conduisait en voiture avec sa femme, Ibrahim Diori a été arrêté chez lui et Abdourahamane Idé Hassane a été convoqué à la police judiciaire de Niamey puis arrêté.

La manifestation du 15 avril était organisée pour réclamer l'abrogation de la loi de finance 2018, qui, selon les organisations de la société civile augmentera drastiquement le coût de la vie et violera le droit à des conditions de vie pour de nombreuses personnes vivant déjà dans la pauvreté. La manifestation avait été interdite par le Président de la Délégation spéciale de la ville de Niamey, en raison de l'incapacité des autorités à garantir la sécurité des biens et des personnes dans le cadre d'une telle manifestation. Elle a été violemment réprimée par la police qui a employé des mesures de force, notamment l'utilisation du gaz lacrymogène, pour disperser les manifestants.

Front Line Defenders est profondément préoccupée par les actions menées par le gouvernement du Niger contre les défenseur-ses des droits humains qui dénoncent la corruption et qui sont ensuite la cible de fausses accusations en lien avec des manifestations. Le 25 mars 2018, les défenseurs [Ali Idrissa](#), [Moussa Tchangari](#), [Nouhou](#)

[Arzika](#) et [Lirwana Abdourahmane](#) ont été **arrêtés** par les forces de sécurité en lien avec une manifestation organisée par la société civile et appelant à l'abrogation de la loi de finance 2018. La manifestation avait été violemment réprimée par les forces de sécurité. Tout comme les leaders de la société civile arrêtés le 15 avril, ces quatre défenseurs n'avaient pas participé à la manifestation. Ils avaient été arrêtés dans différents lieux et à différentes heures, et accusés d'avoir "organisé et participé à une manifestation", "complicité d'acte de violence", "agression" et "destruction de biens" et ont été reconnus coupables par le tribunal de première instance de Niamey. Après l'audience, ils ont été transférés dans des prisons loin de leurs familles. Ils sont toujours détenus.

Le 29 octobre 2017, une manifestation organisée pour protester contre le projet de loi de finance avait été également réprimé par la police qui avait ici aussi utilisé du gaz lacrymogène pour disperser les manifestants. Le 30 octobre 2017, [Abass Abdoul Aziz](#), [Abdoulaye Harouna](#) et [Djibo Issa](#) avaient été **arrêtés** par la police locale et accusés de "participation à une manifestation non autorisée", "rassemblement armé", "vol" et "complicité de vol". Les défenseur-ses des droits humains avaient été détenus jusqu'à leur libération le 24 novembre 2017, après avoir été reconnus non coupables par le tribunal de Grande Instance Niamey.

Front Line Defenders fait part de ses profondes préoccupations concernant l'arrestation et la détention des défenseurs des droits humains Maikoul Zodi, Abdourahamane Idé Hassane et Ibrahim Diori, car cela semble uniquement motivé par leur travail légitime et pacifique en faveur des droits humains au Niger. Nous sommes également vivement préoccupés par le maintien en détention d'Ali Idrissa, Moussa Tchangari, Nouhou Arzika et Lirwana Abdourahmane, qui sont détenus en lien avec leur travail légitime et pacifique en faveur des droits humains au Niger.

Front Line Defenders exhorte les autorités du Niger à:

1. Abandonner toutes les charges contre Maikoul Zodi, Abdourahamane Idé Hassane et Ibrahim Diori ainsi qu'Ali Idrissa, Moussa Tchangari, Nouhou Arzika et Lirwana Abdourahmane car Front Line Defenders pense qu'ils sont détenus uniquement à cause de leur travail légitime et pacifique en faveur des droits humains et contre la corruption ;
2. Libérer immédiatement Maikoul Zodi, Abdourahamane Idé Hassane, Ibrahim Diori ainsi que Ali Idrissa, Moussa Tchangari, Nouhou Arzika et Lirwana Abdourahmane ;
3. Cesser immédiatement de cibler tous-tes les défenseur-ses des droits humains au Niger et garantir qu'en toutes circonstances ils-elles puissent mener à bien leurs activités légitimes en faveur des droits humains, sans craindre ni restrictions ni représailles, y compris le harcèlement judiciaire.

Front Line Board of Trustees

Denis O'Brien, Mary Lawlor, Michel Forst, Kieran Mulvey, Noeline Blackwell, David Sykes, Maria Mulcahy, Jim Conway, Hina Jilani, James L. Cavallaro

Front Line Leadership Council

Hanan Ashrawi, Robert Badinter, Bono, His Holiness The 14th Dalai Lama, Tenzin Gyatso, Indai Lourdes Sajor, Wangari Muta Maathai, Adolfo Perez Esquivel, Desmond Tutu

Registered Charity Number CHY 14029